

## COMPTE RENDU

-

Armand Colin | « [Annales historiques de la Révolution française](#) »

2020/3 n° 401 | pages 190 à 217

ISSN 0003-4436

ISBN 9782200933210

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-Annales-historiques-de-la-revolution-francaise-2020-3-page-190.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## COMPTES RENDUS

### L'ITALIE À L'ÂGE DES RÉVOLUTIONS

Marc BAYARD, Émilie BECK SAIELLO, Aude GOBET, **L'Académie de France à Rome. La palais Mancini : un foyer artistique dans l'Europe des Lumières (1725-1792)**, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, 505 p., ISBN 978-2-7535-4287-7, 30 €.

Cet ouvrage, publié en 2016 aux Presses Universitaires de Rennes, est le fruit d'un travail collectif, porté par Marc Bayard, Émilie Beck Saiello et Aude Gobet dans le cadre d'un colloque organisé à la Villa Médicis en 2010. Il est consacré à l'Académie de France à Rome, installée au palais Mancini de 1725 à 1804, année qui voit son emménagement à la villa Médicis. La vingtaine de textes qui composent l'ouvrage (en français, anglais et italien) s'articulent autour de trois grands axes de réflexion : la place du palais Mancini à Rome en tant que monument architectural et signe de la présence française ; l'institution, son fonctionnement interne et pédagogique ; l'Académie de France dans les réseaux de sociabilité européens. Les 500 pages de l'ouvrage sont enrichies de nombreuses illustrations – 79 d'entre elles sont rassemblées dans un cahier couleur –, de documents d'archives, de la liste des lauréats du Grand Prix de l'Académie royale (1725-1793) et d'un index.

Parmi les nombreux apports de cet ouvrage dense et prolifique, il faut mentionner la prise en compte de l'Académie comme objet architectural, porteur d'enjeux sociopolitique et culturel (Giada Lepri, Patrick Michel), et ce particulièrement dans son articulation avec l'ambassade de France à Rome. Un temps jointes ensemble au palais Mancini, les deux entités déploient leurs identités propres à partir de 1769, date de l'installation de l'ambassade au palais De Carolis par le cardinal de Bernis. D'abord concurrents, les deux palais déploient une forme de « complémentarité cérémonielle » sur la « *più bella strada* » de la ville, la via del Corso (Gilles Montègre).

La description de la distribution intérieure du bâtiment est mise en regard de la complexité, voire du jeu de tensions, entre les fonctions pédagogiques et celles de prestige qui s'exercent tout particulièrement dans le cadre de sociabilités mondaines (Manolo Guerci, Patrick Michel). Le rez-de-chaussée, dévolu à la galerie de moulages et aux salles d'étude du modèle vivant, est du reste accessible au public. Le premier étage (*piano nobile*) est celui du logement du directeur et des espaces de réceptions, ornés de marbres, de copies d'antiques, de tentures des Gobelins et de nombreux tableaux, objets de magnificence qui peuvent être utilisés comme modèles par les artistes. Enfin le dernier étage, réservé aux pensionnaires, est un lieu de travail. Le départ de l'ambassade de France en 1769, en libérant de l'espace, permit la création d'un « grand laboratoire » qui venait répondre au manque de salles dévolues à l'étude.

D'un point de vue structurel et institutionnel, le mouvement de réforme de l'académie romaine ne se comprend qu'en la liant à la vaste restructuration de l'enseignement des arts, menée à Paris depuis 1770 sous la tutelle de trois directeurs des Bâtiments du Roi successifs, le marquis de Marigny, l'abbé Terray et, surtout, le comte d'Angiviller (Nicolas Lesur). Le directorat de Vien, préparé par l'intérim de Hallé, consacre la mise en place



de nouveaux règlements qui tendent à restaurer les usages des années 1730/40 considérés comme un « âge d'or ». La volonté affichée d'une organisation efficace des études pour les pensionnaires se retrouve également dans l'attention portée aux détails, à des astuces techniques, comme la préconisation de l'utilisation de roulettes sous les piédestaux des moulages en plâtre pour faciliter leurs déplacements. Le palais Mancini, présenté comme un lieu « perméable » et ouvert, est également un microcosme où le maniement de la flatterie ou, à tout le moins, l'usage de la bienséance (Emmanuel Schwartz), cède parfois le pas à la montée en puissance d'un esprit contestataire, voire au scepticisme religieux. Le refus, devenu célèbre, d'Adrien Mouton de faire ses Pâques au printemps 1767 en traduit toute la force.

Lieu de formation par excellence, graal des artistes ayant remporté le Grand Prix, le palais Mancini est envisagé autour de trois aspects pédagogiques principaux : la place de Raphaël dans la formation des artistes, entre fascination et volonté de renouvellement (Stéphane Loire) ; les différentes étapes de réalisation dans l'atelier des sculpteurs (Anne-Lise Desmas) ; la présence des architectes au sein de l'institution entre 1750 et 1774 (Daniel Rabreau). Ces articles font entrer dans la matérialité et la technicité des pratiques artistiques, comme leur inscription dans des réseaux artisanaux finement détaillés dans le cas des sculpteurs. Les difficultés à pouvoir effectuer des moulages en raison des risques et des coûts afférents (taches sur le marbre, bris de statues lors des déplacements, surveillance des opérations, remplacement des pièces abimées, *etc.*) permettent d'approcher au plus près d'une pratique collective souvent abordée sous l'angle unique des modèles et de l'esthétique. D'autre part, l'encombrement récurrent des Chambres de Raphaël par des échafaudages, la présence ponctuelle du pape au Vatican, les formats jugés trop imposants pour les jeunes pensionnaires, les restrictions liées à des actes de vandalisme (grafittis de Nicolas Poussin en 1627), constituent autant de freins pour la copie d'un artiste considéré par ailleurs comme le modèle par excellence.

Sont également envisagées les inflexions de l'enseignement qui, à la fin du siècle, poussent à renouveler les modèles – Raphaël a pu être jugé trop « usé » – et à s'ouvrir aux petits genres. L'importance progressive du paysage en tant que sujet privilégié (Émilie Beck) suit les tendances du marché. Il prend avec le peintre Pierre-Henri de Valenciennes (1750-1819) et la création du Prix de Rome de paysage historique une dimension incontournable (Luigi Gallo). La place du palais Mancini dans la fixation de stéréotypes de la peinture de genre – et de la gravure qui en découle – pour représenter les populations et même les mœurs de la péninsule est, quant à elle, détaillée par Maria Teresa Caracciolo.

L'étude des hommes qui animent l'institution est présente tout au long de l'ouvrage qu'il s'agisse des directeurs, des élèves, des artistes ou des amateurs. Parmi les figures des directeurs, celle de Nicolas Vleughels (de 1725 à 1737) retient particulièrement l'attention de Tomas Macsotay qui détaille le rôle pédagogique de ce « guide éclairé » ; Jean-François de Troy (de 1738 à 1751), artiste brillant et complexe, est, quant à lui, traité par Christophe Leribault. Les récits de vie de certains pensionnaires sont également détaillés avec une focale sur leurs années romaines, comme celles du « provincial » Pierre Subleyras (1728-1735) qui aurait eu, selon les mots de Vleughels, « un peu de peine à se débarbouiller ». Cette mésestime de la part du directeur de l'Académie est située par Pierre Rosenberg dans un faisceau de raisons, sur fond de concurrence artistique. Autre artiste dans l'ouvrage, le sculpteur à succès Edme Bouchardon (1698-1762) qui séjourne à Rome à partir de 1723 (Élisabeth Kieven). Il illustre parfaitement le jeu de tensions entre l'obligation, pour les artistes français, de ne travailler que pour le roi et l'attrait de la scène artistique romaine. L'étude du peintre Étienne de La Vallée-Poussin (1735-1802), grand prix en 1759

et pensionnaire au Palais Mancini de 1762 à 1766, permet d'ouvrir sur la question des réseaux normands à Rome. Aude Gobet réévalue l'art d'un artiste souvent décrit comme un descendant raté du grand Nicolas Poussin se servant de son nom pour cacher la faiblesse de son talent. Elle pointe la relation complexe qu'il entretient avec son maître Jean-Baptiste Descamps et le rôle des relations interpersonnelles dans la construction de sa carrière.

Sont également convoqués des personnages qui gravitent autour de l'Académie de France, comme l'abbé de Canillac, auditeur de la Rote, « figure éminente du milieu français », présenté dans son activité de mécène et de collectionneur (Olivier Michel), tout comme des étrangers comme le prince russe Nicolas Borissovitch Youssouпов (Elena Sharnova), l'Italien Giovanni Paolo Panini (Paolo Coen) ou les artistes autrichiens qui nourrissent des liens étroits avec l'atelier de Mengs et de Maron (Jörg Garms). Parmi les multiples figures retracées par Catriona Seth, celle du père Jaquier, professeur au Collège de la Sapienza, est sans doute une des plus fascinantes. Celui qui fut enterré deux fois en 1788 – la première de façon modeste par ses frères en religion, et la seconde de façon solennelle et grandiose par le cardinal de Bernis avec le soutien du Palais Mancini – était considéré comme un mathématicien de premier plan inséré dans un réseau cosmopolite d'artistes et de savants (il a depuis fait l'objet d'une monographie : Gilles Montègre, Pierre Crépel, *François Jacquier. Un savant des Lumières entre le cloître et le monde*, Presses universitaires de Nancy, 2018).

En prenant appui sur une riche bibliographie, l'ambition affichée de Marc Bayard, Émilie Beck Saiello et Aude Gobet était de « renouveler à la fois les connaissances et l'approche » du palais Mancini « en faisant appel à des documents négligés et à des informations inédites ». C'est chose faite et de belle manière puisque le fourmillement d'informations, parfois détaillés par le menu, est mis en perspective d'un contexte français, italien, voire plus largement européen qui compose une vision diversifiée de l'Académie de France à Rome au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le seul regret qui pourrait être exprimé, bien qu'inhérent aux ouvrages composés de multiples essais, serait à situer dans une impression de « fragments ». La pluralité des écritures, les approches singulières de chaque auteur rendent difficiles la restitution d'une véritable synthèse. À l'issue de leur lecture, il suffit cependant de se replonger dans l'introduction d'Aude Gobet pour que la richesse des informations proposées retrouve leur place dans cet ouvrage collectif qui permet, avec succès, de brosser un tableau inédit de l'Académie de France au temps du palais Mancini.

Émilie ROFFIDAL

Gilles MONTÈGRE (dir.), **Le cardinal Bernis : le pouvoir de l'amitié**, Paris, Tallandier, 2019, 885 p., ISBN 979-10-210-3527-0, 32,90 €.

Que peut-on encore dire de neuf sur Bernis ? Comment s'emparer d'un personnage, à la fois si connu, si étudié et pourtant si mystérieux, que l'on peut suivre par ses dépêches diplomatiques mais qui nous échappe, enfoui sous sa légende et victime de son « aura » ? Car « l'aura » de Bernis, à laquelle fait référence Gilles Montègre (p. 9), reprenant une expression de Patrick Boucheron (*La trace et l'aura. Vies posthumes d'Ambroise de Milan, IV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2019), obscurcit ce que le cardinal fut et la « trace » qu'il laissa. La somme qui lui est consacrée et dont il est rendu compte ici montre néanmoins qu'il est possible d'approfondir et même de renouveler notre approche du cardinal. Cet ouvrage collectif,



d'une très grande richesse, est l'aboutissement d'un programme de recherches d'une équipe pluridisciplinaire coordonnée par Gilles Montègre. 24 scientifiques se sont attelés au rêve de tout chercheur, la découverte et l'exploitation de sources inédites et abondantes, les lettres privées du cardinal de Bernis aujourd'hui conservées par ses descendants à Crolles (Isère) et à Salgas (Lozère). Deux colloques sont venus ponctuer les recherches : « Le cardinal de Bernis (1715-1794). Médiateur et observateur de l'Europe monarchique et révolutionnaire » (1<sup>re</sup> session, université Grenoble Alpes, 21-22 mai 2015) et « Naissance d'un diplomate, postérité d'un homme de lettres » (2<sup>e</sup> session, École française de Rome, 15-16 octobre 2015).

Comme l'écrit G. Montègre, l'ambition du programme était de « désépaisser les couches qui ont fait de Bernis un personnage que la mémoire a presque volé à l'histoire » (p. 10), en confrontant la correspondance privée, qui relève du champ public et politique, avec les écrits diplomatiques que sont les dépêches diplomatiques ou les mémoires et les documents qui leur viennent en appui. Ce faisant, les chercheurs ont voulu « échafauder une histoire plus intime des relations internationales, et une histoire plus sensible de la communication politique » (p. 36). En suivant *grosso modo* le parcours du cardinal, les 30 contributions réunies dans cet imposant volume de plus de 800 pages, doté d'une iconographie riche et bienvenue, visent à déconstruire la légende du cardinal, à affiner son image de diplomate et, ce faisant, à mieux appréhender ce que put signifier au XVIII<sup>e</sup> siècle le terme d'amitié.

Dans l'entreprise de déconstruction de « l'aura » de Bernis, un sort très rapide est fait à ses relations avec le marquis de Sade, qui fut reçu au palais du cardinal ambassadeur à Rome en 1775 ; et à Casanova, qui fut sans doute l'un de ses informateurs, comme le montre G. Montègre dans son analyse du séjour vénitien de Bernis. C'est sur ces seuls faits bien minces, l'un avéré, l'autre plausible, que repose la légende des liens que le cardinal aurait entretenus avec l'un et l'autre.

Ses amitiés féminines font quant à elles l'objet d'une partie entière du volume. Grâce aux lettres qu'elles adressèrent au cardinal, les amies de Bernis ont la parole, selon l'expression de G. Montègre (p. 35). L'étude attentive des traces qu'elles ont laissées permet de conclure que la réputation libertine de Bernis peut être qualifiée de « fantasme rétrospectif » (G. Montègre, p. 536). Alessia Liroso montre par exemple la force des liens affectifs et intellectuels entre Bernis et sa nièce, la marquise du Puy-Montbrun, tandis que Catriona Seth estime qu'il existait entre la duchesse de Civrac et le cardinal une affection bien réelle en même temps que la « conscience aiguë de la dimension politique de leurs réseaux respectifs » (p. 557).

Bernis passe, enfin, aux yeux des historiens de la Révolution, pour avoir été « une sorte de relique anachronique de l'Ancien Régime » (Virginie Martin, p. 601). La lecture de ses archives personnelles permet de corriger cette vision. V. Martin montre que le cardinal, conscient des faiblesses de la monarchie, sut, à sa grande peine, prédire le tour que les événements révolutionnaires prirent. Hostile à la Révolution, il s'employa pourtant à modérer les princes, convaincu que leur action pourrait nuire à la France, et s'engagea dans la contre-révolution catholique (Paul Chopelin, « Le cardinal de Bernis et l'accueil des tantes de Louis XVI »).

Bernis fut un diplomate de premier plan, et son image sort affinée de la lecture de cet ouvrage. L'apprentissage qu'il fit de la diplomatie à Venise (1752-1755) est disséqué par G. Montègre. Le jeune diplomate apprit à observer, à s'informer, *via* ses réseaux de correspondants, et à négocier. La très longue ambassade de Bernis à Rome (1769-1791) confirma ces talents. Il fut un brillant négociateur et réussit ainsi à faire élire Pie VI malgré

les obstacles (A. Pialoux). Il prit de surcroît une place à nulle autre pareille dans le dispositif diplomatique de la France, en s'évertuant à cimenter le pacte de famille, comme le montrent les lettres qu'il échangea avec Vergennes (G. Montègre).

Cette dernière correspondance, « réservée et secrète », est aujourd'hui conservée dans les archives privées des Bernis. Riche de plus de 1200 lettres, elle couvre « 14 années d'une conversation épistolaire hebdomadaire » et traite de sujets bien plus vastes que les seules affaires romaines ou même italiennes (p. 223) – cette correspondance « réservée et secrète » ne doit pas être confondue avec la correspondance diplomatique, officielle pourrions-nous dire, qui se trouve aujourd'hui aux archives diplomatiques de La Courneuve. Cette relation épistolaire est un exemple de ces « intimités politiques » qui existent en un siècle où l'on cultive « l'idéal [...] d'une conversation en absence » (G. Montègre, p. 194). Elle renvoie également à la notion de « diplomatie transversales », c'est-à-dire aux relations, notamment épistolaires, qu'entretenaient les diplomates avec d'autres diplomates, des ministres, voire des princes, en dehors des rapports centralisés des ambassades avec les ministères des Affaires étrangères. Bernis, en homme de son temps, aimait à être informé et à entretenir des discussions intellectuelles nourries d'échanges de points de vue, comme le soulignent G. Poumarède et G. Bertrand dans leurs études des relations du cardinal avec le comte de Flavigny, ministre plénipotentiaire du roi de France à Parme.

Bernis, cependant, fut bien plus qu'un diplomate sachant observer, informer ou négocier. Il fut, comme le dirent certains contemporains, « le roi de Rome », et, selon l'hypothèse des auteurs, il représenta son maître, le roi de France, en posant les bases, en même temps que d'autres, de la diplomatie culturelle. Patrick Michel, s'appuyant sur les travaux de Virginie Larre, montre par exemple que le goût de Bernis pour les beaux-arts se manifesta non pas tant par une volonté de collectionner ou de thésauriser que par son action protectrice et par les encouragements qu'il apporta à la création artistique. De cette diplomatie culturelle, le palais De Carolis, à Rome, constitua le centre, un lieu où se pressait une société diverse, qui pouvait profiter d'une gastronomie réputée au point d'être, selon l'expression des contemporains, « en odeur de sainteté » (G. Montègre).

Au-delà des corrections apportées à l'image que nous nous faisons de Bernis, c'est bien l'amitié qui constitue le facteur commun unissant les facettes qu'explorent les contributeurs de cet ouvrage. Les correspondances diplomatiques ordinaires laissent peu transparaître la profondeur des liens, au contraire des correspondances privées ou « réservées et secrètes », qui témoignent à la fois des relations amicales, voire affectueuses, et des calculs qui vont de pair. Les liens du cardinal avec le comte de Brühl (Sébastien Schick) ou avec le cardinal Boncompagni (Claudio Canonici) furent amicaux. Avec l'ambassadeur Breteuil, Bernis entretint une correspondance franche, comme le montrent François Brizay et G. Montègre dans leur analyse du royaume des Deux-Siciles au travers de la correspondance du cardinal. Quant aux relations de Bernis et d'Azara, elles passèrent de la méfiance à une véritable amitié, au point que l'Espagnol devint l'héritier de confiance du Français (Maria Dolores Gimeno Puyol). Dans les lettres qu'échangeaient Philippe de Parme et Bernis, enfin, Lucien Bély lit la familiarité amicale qui les rapproche et leur fait surmonter l'asymétrie de leurs positions.

Pour finir, on souhaiterait revenir sur le corpus fascinant sur lequel se sont appuyés les 24 chercheurs pour renouveler notre connaissance du cardinal de Bernis. Les archives épistolaires conservées par les descendants des Bernis sont à la fois « singulières », car il est rare de conserver un tel ensemble, et « caractéristiques » de la société des diplomates (G. Montègre, p. 710). L'intense productivité de Bernis, le « déluge d'écrits », selon la formule d'A. Pialoux (p. 475), force toutefois l'admiration. Pour autant, la masse, ni la



quantité d'informations ne doivent seules nous impressionner. Le corpus que Bernis laissa s'apparenter à une véritable construction épistolaire, qui ne résulta pas du seul processus d'accumulation, mais fut le fruit d'un choix opéré par le cardinal lui-même. Il n'est bien sûr pas question ici des destructions qui se sont produites au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, rapportées par G. Montègre dans son introduction générale. Bernis, qui faisait preuve d'une « obsession [...] de la conservation des traces épistolaires » (G. Montègre, p. 198), entreprit de laisser une trace maîtrisée. Il ne conserva pas, à l'évidence, sa correspondance tout entière. La mention « à garder », que l'on aperçoit sur la reproduction d'une lettre de la duchesse de Civrac (p. 560), et dont fait état G. Poumarède (p. 256), indique que le cardinal prit soin de sélectionner les pièces qu'il jugea dignes d'être gardées. De fait, il modela au fil des ans un véritable monument épistolaire, qui fut sauvé en même temps que son nom lorsqu'il remédia à la menace d'extinction qui pesait sur la branche cadette de la famille de Pierre : Bernis unit un cousin de la branche aînée, le vicomte Pons Simon de Pierre, avec la petite-nièce du cardinal, fille de la marquise du Puy-Montbrun. On espère que l'édification intellectuelle et matérielle de ce monument suscitera en elle-même l'intérêt des chercheurs.

Françoise JANIN

Chiara COLETTI, **I depositi di mendicITÀ negli Stati romani e la dominazione napoleonica. Lavoro forzato e inclusione sociale**, Torino, L'Harmattan Italia, 2018, 187 p., ISBN 978-88-7892-335-5, 25,5 €.

L'histoire des dépôts de mendicité a fait l'objet, à plusieurs reprises, de travaux historiographiques qui ont mis en lumière la nature hybride de ces lieux d'enfermement des marginaux. Pourtant, les études dont on dispose aujourd'hui demeurent encore très fragmentées, car il n'y a pas d'ouvrages permettant d'examiner, dans leur globalité, les évolutions des dépôts de mendicité sous l'angle de la longue durée.

Si le titre attire l'attention du lecteur sur le cas romain à l'époque napoléonienne, le livre de Chiara Coletti, dense et synthétique, porte plus largement sur les divers changements qui ont transformé les dépôts de mendicité depuis leurs origines, dans la France de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'aux débats autour de ces institutions – réputées être à la fois d'assistance et de correction – qui ont eu lieu pendant la Restauration. La perspective diachronique envisagée par Chiara Coletti permet de nous pencher sur la délicate question de la privation de la liberté des pauvres marginaux, ainsi que sur les théories concernant la rééducation des mendiants « oisifs » et « paresseux » par le biais du travail forcé dans les ateliers.

Tout au long de cet ouvrage, l'auteure mobilise les réflexions du philosophe et réformateur social français Joseph-Marie de Gérando, lesquelles constituent le véritable fil rouge du récit. Dès lors, l'histoire controversée des dépôts de mendicité est abordée à travers le prisme du célèbre ouvrage *De la bienfaisance publique* (1839). En croisant correspondances, mémoires, règlements et pamphlets de l'époque, Chiara Coletti s'interroge sur l'évolution des systèmes d'assistance (publique comme privée) en France et dans les États romains. On regrettera peut-être une utilisation trop succincte des sources relatives aux dépôts de mendicité contenues notamment dans les sous-séries F<sup>7</sup> et F<sup>16</sup> des Archives Nationales de Paris.

Ce livre est découpé en trois chapitres dont le premier constitue une longue mise en contexte, remontant jusqu'à la création des hôpitaux généraux dans la France de Louis XIV.

Chiara Coletti fait ressortir les diverses étapes qui marquent le changement de paradigme de l'assistance, sous l'égide de l'État, en favorisant le long processus de centralisation de la gestion des secours pour les pauvres, au détriment des formes de charité privée et des actes d'aumône individuels. Le modèle des hôpitaux généraux français se répand, quoique dans des formes différentes, dans l'ensemble de la péninsule italienne. Ainsi, en Italie, les missions des jésuites français Honoré Chaurand et André Guevarre, tous les deux partisans d'une gestion centralisée des institutions de réclusion des pauvres, inspirent la création de l'*Albergo dei Poveri* à Gênes, Naples et Palerme, ainsi que de l'*Ospizio Apostolico* à Rome, entre la fin du XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle. Toutefois, ces grands bâtiments destinés à enfermer toute sorte d'indésirables suscitent bientôt les plaintes des élites locales, alors que les coûts de l'entretien des mendiants sont mis à la charge des municipalités.

C'est pendant le siècle des Lumières que les dépôts de mendicité voient le jour. L'objectif des réformateurs français est d'opérer une distinction entre l'assistance à domicile, les lieux destinés à accueillir les pauvres infortunés – tels que les invalides, les vieillards, les enfants – et les instituts de correction où sont enfermés les vagabonds et les mendiants valides qui refusent de travailler. Pendant les années 1760 et 1770, la population hétérogène qui peuple encore les dépôts témoigne de leur nature ambiguë. Chiara Coletti souligne que, depuis la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans les dépôts de mendicité se développe une attention croissante aux enjeux médico-sanitaires qui concernent certaines catégories de reclus, notamment les aliénés.

L'analyse du tournant entre la fin de l'Ancien Régime et l'Empire napoléonien a été peut-être négligée (p. 37-39). En s'appuyant sur les observations de Gérando, l'auteure mentionne brièvement les années révolutionnaires avant de passer à la période impériale, lorsque Napoléon, par le décret du 5 juillet 1808, proclame l'établissement des dépôts de mendicité sur toute l'étendue de l'Empire. On pourrait regretter que les années du Directoire et du Consulat ne trouvent pas leur juste place dans l'ouvrage de Chiara Coletti, alors qu'à cette époque-là, les dépôts de mendicité font l'objet d'une profonde réorganisation interne. Comme l'a souligné Jacques-Guy Petit dans son célèbre ouvrage *Ces peines obscures* (1991), l'administration de ces établissements est confiée, en octobre 1798, à un entrepreneur privé unique qui exploite le travail des reclus dans le but d'en tirer profit et de réduire les coûts à la charge de l'État. Ce modèle a constitué une étape importante dans le processus d'émergence des manufactures pénales. Cependant, l'auteure met en évidence la question épineuse des dépenses des dépôts de mendicité. Cela constitue en effet un enjeu fondamental pour le régime napoléonien qui est attentif à la réduction des frais d'administration. Dès lors, les charges des dépôts sont partagées entre le ministère de l'Intérieur, les départements et les municipalités.

À travers l'examen du règlement provisoire du 27 octobre 1808, Chiara Coletti montre bien comment les dispositions ministérielles donnent encore une empreinte philanthropique aux dépôts de mendicité visant à soulager les reclus plutôt qu'à les punir en les obligeant à travailler. Toutefois, l'auteure observe qu'un important changement survient en 1812, lorsque des nouvelles instructions sont adressées aux préfets par le ministre de l'Intérieur Montalivet. Le durcissement du traitement des pauvres reclus agit en parallèle à l'application du Code pénal du 1810 (p. 50). L'attitude philanthropique semble donc être remplacée par des mesures qui ne sont pas sans rappeler le règlement de la maison centrale de détention de Vilvorde.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse du cas d'étude des États pontificaux. Avant d'examiner le processus d'implantation des dépôts de mendicité dans les départements romains annexés à l'Empire napoléonien, l'auteure mène une réflexion



attentive sur les formes anciennes de l'assistance romaine pendant l'époque moderne. Elle évoque le cas de l'*Ospizio apostolico* de San Michele à Ripa, institution dont la gestion centralisée était inspirée par le modèle des hôpitaux généraux français. Pourtant les théories visant à priver les pauvres de leur liberté et à les contraindre au travail dans le cadre d'un processus de rééducation, ont beau circuler dans le système d'assistance romain depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, Chiara Coletti soutient que la « charité sélective » des Pontifes, dont l'institut du San Michele constitue l'exemple par excellence, demeure bien loin du modèle de grand renfermement français (p. 68).

La brève expérience des dépôts de mendicité dans les départements romains rattachés à l'Empire est abordée à travers l'analyse de la correspondance, à la fois, des acteurs socio-institutionnels locaux et de celle du ministère de l'Intérieur. La coexistence des formes traditionnelles de charité avec la bienfaisance publique française qualifiée de « moderne » constitue un point d'observation privilégié qui a permis à l'auteure de s'interroger sur les retombées, sur les institutions d'assistance dans les départements romains, sur l'introduction des dépôts de mendicité à Rome et Assisi. Les difficultés d'ordre budgétaire, rencontrées par les administrateurs impériaux lors de l'organisation de ces établissements pour les mendiants, ont fait l'objet d'un examen détaillé par Chiara Coletti. La correspondance du directeur du dépôt d'Assisi, Auguste Harenc De Presle, a été exploitée avec profit par l'auteure qui montre bien les visions divergentes dans le cadre du cercle des administrateurs français dans les territoires romains. Dès lors, les positions philanthropiques, soutenues par De Presle, en défense de la gestion publique des dépôts, sont en conflit avec les instructions ministérielles de 1812 qui visent à confier l'administration de ces bâtiments aux entrepreneurs privés pour faire des économies au détriment des mendiants. La comparaison entre le cas romain et les dépôts de mendicité établis dans les autres départements italiens annexés à l'Empire n'est qu'esquissée par l'auteure (p. 97-99) et mériterait sans doute un approfondissement dans le but de faire émerger la stratégie impériale mise en œuvre pour l'administration du phénomène de la mendicité dans les territoires italiens annexés.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, l'attention se focalise sur les legs de l'expérience napoléonienne à l'époque de la Restauration. La mise au point proposée par Chiara Coletti retrace de façon précise le débat sur la pauvreté des années 1820 et 1830, qui se polarise autour de la question de la privation de la liberté dans les maisons de travail et celle des secours à domicile, en divisant l'opinion publique. De surcroît, elle souligne que la réorganisation napoléonienne du système d'assistance des États romains a permis aux administrateurs de la Restauration de mettre en œuvre des réformes longtemps attendues. En effet, les compétences acquises par les fonctionnaires civils romains à l'époque de la domination française ont contribué, au fur et à mesure, à revaloriser ces lieux d'assistance fondés sur le travail des reclus.

L'étude de Chiara Coletti a le mérite de faire ressortir les diverses théories qui, à divers moments et endroits, ont joué un rôle majeur dans l'histoire des institutions de réclusion des mendiants. Cette enquête porte un éclairage précieux sur les multiples facettes des formes d'assistance qui se développent autour des dépôts de mendicité.

Francesco SAGGIORATO

Chiara COLETTI et Stefania PETRILLO (éd.), **Luoghi, figure e itinerari della Restaurazione in Umbria**, Rome, Viella, 2017, 355 p., ISBN 78-88-6728-847-2, 40 €.

Les actes du colloque de 2016 *Luoghi, figure e itinerari della Restaurazione in Umbria*, publiés l'année suivante sous la direction de Chiara Coletti et Stefania Petrillo, s'inscrivent dans le sillage des initiatives scientifiques et éditoriales suscitées par le bicentenaire du Congrès de Vienne. Une commémoration qui, faute d'une médiatisation et d'un dynamisme mémoriel comparables à ceux enclenchés parallèlement par le centenaire de la Grande Guerre, a néanmoins permis de mettre en exergue le renouvellement historiographique, partiel mais stimulant, dont la période 1814-1830 fait l'objet depuis la fin du siècle dernier.

Sur ce point, un apport significatif est venu du débat sur le thème « 1815 début de l'histoire contemporaine ? » accueilli par cette même revue en 2014, ainsi que du numéro de la *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup>* intitulé « 1814-1815. Expériences de la discontinuité », publié sous la direction d'Emmanuel Fureix et Judith Lyon-Caen. Unies par un effort de problématisation autour des notions de rupture, de transition, de continuité, de crise et de renouement avec le passé que les contemporains mêmes ont, les premiers, convoqués dans leurs discours sur l'après-Napoléon, ces deux contributions ont insisté sur la complexité, voire le chevauchement, des rapports au temps qui marquent les années immédiatement postérieures à la chute de l'Empire. Un thème, ce dernier, qui revient dans les pages sur la Restauration avec lesquelles Luigi Mascilli Migliorini ouvre les actes du colloque de 2016. Récupérer ce qui reste sur le terrain institutionnel, politique, social et mental suite à vingt-cinq années de violentes convulsions signifie, de fait, entreprendre une œuvre de réattribution de fonctions et de sens, écrit-il. Loin de concerner uniquement les ruines du passé d'Ancien Régime, ce processus investit également les décombres de la Révolution, d'un passé proche, perçu comme encore actuel, mais aussi les multiples projections vers le futur, tracées par l'élan programmatique de la décennie révolutionnaire et, ajouterons-nous, par les diverses facettes de l'héritage impérial.

Ainsi, l'âge romantique se structure à partir de fragments épars, mélangeant les références au passé, les désenchantements et les visions d'avenir. Différents rapports au temps – dissonants, concurrents, parfois recomposés – marquent également l'histoire de l'État de l'Église au lendemain de 1814. Les vingt contributions publiées dans le volume sur la Restauration en Ombrie viennent enrichir les acquis historiographiques en la matière, avec l'intention cependant de remédier aux lacunes qui demeurent relativement à l'étude de la période comprise entre les « années françaises » et les expériences insurrectionnelles de l'Italie centrale, les deux bien plus spectaculaires, plus tumultueuses et, par conséquent, davantage étudiées. Issus de la collaboration entre l'Accademia Propeziana del Subasio d'Assise et l'Université de Pérouse, le colloque et les actes qui en découlent assument pleinement leur vocation à explorer un contexte, pour ainsi dire, périphérique au regard du centre décisionnel représenté par Rome au sein de l'État pontifical, mais aussi par rapport à d'autres réalités de la Péninsule et de l'Europe dans les mêmes années.

Les contributions se polarisent autour de trois axes principaux : « La politique, l'économie et la société » en Ombrie, province rentrée en possession de la papauté dès 1814, après avoir intégré l'Empire français ; « La pensée et les institutions éducatives » et, enfin, « Les arts ». De l'ensemble des articles se dégagent des fils rouges transversaux. D'abord, le rapport dialectique que les autorités et les communautés locales entretiennent avec le gouvernement de Rome. Une relation sensible et parfois fortement réactive aux stratégies mises en œuvre par les pontificats de Pie VII et de Léon XII tant sur le plan



théologique, que sur le plan administratif, législatif, culturel et de contrôle des équilibres sociaux. Aussi, en traitant de la réorganisation des institutions ecclésiastiques après la phase napoléonienne, Maria Lupi souligne, dans le sillage des travaux de L. Pásztor, comment les instances de réforme les plus pressantes viennent justement de la partie du personnel épiscopal qui avait refusé de prêter le serment de fidélité au gouvernement napoléonien et payé son choix par la déportation. À côté des évêques rentrés dans leurs diocèses d'avant 1810, les nouveaux nommés, eux aussi sélectionnés pour la plupart parmi les réfractaires, se font les promoteurs de changements qui ne vont pas dans la direction d'un rétablissement de la situation antérieure à l'avènement des Français. Au contraire, les bouleversements des années 1809-1814, et notamment la suppression des ordres religieux et la vente ou la réaffectation de nombreux biens ecclésiastiques, sont saisis comme une occasion de mettre en place une vigoureuse restructuration de l'Église diocésaine. Pour ceux qui ont expérimenté toute la rigueur de la domination étrangère, le sentiment de fragilité du présent et la crainte d'autres séismes se traduisent par une mise en discussion du statu quo ante, dont le modèle semble porteur de risques plus que de garanties. Des exigences déjà ressenties avant la Révolution refont surface, demandant à présent avec force l'appui des Congrégations romaines. Aussi, les évêques proposent d'appliquer des critères d'utilité et d'optimisation des ressources dans le rétablissement des maisons et des ordres religieux, ainsi que dans la réorganisation du réseau paroissial. S'ils préconisent la suppression définitive de communautés religieuses peu nombreuses ou inadéquates à relever le défi d'une activité pastorale plus énergique et d'une assistance spirituelle et matérielle aux populations, ils attribuent une importance cruciale à la formation du clergé séculier, mais aussi des laïcs appartenant aux classes les plus élevées. Une attention particulière est réservée aux congrégations féminines enseignantes, appelées à éduquer les futures épouses et mères au rôle d'agents actifs de la rechristianisation de la société.

Dans un jeu d'influences gravitant, notamment, autour de la Congrégation de la Réforme, les projets des évêques se heurteront aux résistances des supérieurs généraux des ordres religieux, en sortant en partie frustrés de cette confrontation. Le secrétaire de la même Congrégation romaine, Giuseppe Antonio Sala, après avoir manifesté une nette opposition à Napoléon, verra d'ailleurs lui aussi rejeté son plan de réforme radicale de l'Église et de l'État pontifical. Éclipsé par l'autorité et les desseins du secrétaire d'État Consalvi, partisan d'un processus de modernisation foncièrement conservateur, Sala parviendra néanmoins, comme le rappelle Filippo Maria Troiani, à jeter les bases d'un plus modeste projet de réorganisation des hôpitaux romains, inspiré des mesures adoptées dans ce domaine durant la domination française.

La complexité des relations que l'Ombrie entretient avec la Curie et la papauté investit également le sort des familles juives installées dans les villes de la Province. Leur insertion progressive dans le tissu économique et social local, déjà entamée au XVIII<sup>e</sup> siècle en dépit des normes interdisant aux Juifs de s'établir en dehors des ghettos de provenance, s'avère une évidence et même un avantage aux yeux d'une partie des élites urbaines après 1814. Intéressées à préserver une saine concurrence et à éviter les renchérissements liés au monopole des commerçants chrétiens, ces dernières n'hésitent pas à soutenir la présence de la minorité religieuse dans leurs communautés, en insistant sur l'estime et l'honorabilité qu'elle a su inspirer. Dans son article, Paolo Pellegrini souligne l'attitude pragmatique de certains milieux citadins, soucieux d'encourager un développement économique encore trop timide et prêts à négocier avec le gouvernement central des exceptions à la politique de ségrégation et de répression anti-juive relancée avec entrain par l'Église de la Restauration.

Les contributions de Erminia Irace et de Marco Venanzi permettent de saisir davantage les ferments qui innervent les élites ombriennes durant les années 1814-1830. L'ascension sociale d'une bourgeoisie d'affaires, du négoce ou des professions libérales mène durant cette période à une osmose progressive avec les milieux de la noblesse et des notables. L'accumulation de propriétés foncières, l'adoption des styles de vie des élites traditionnelles et, parfois, l'ennoblissement, jalonnent les trajectoires de familles ambitieuses, dont la papauté favorise la participation au gouvernement des communautés locales aux côtés du patriciat. C'est au sein de cette classe dirigeante en évolution, quoiqu'encore fortement attachée à la terre, que mûrit une ouverture à la culture économique moderne et un intérêt croissant pour la finance et l'entreprise. Le legs napoléonien des chambres du commerce, supprimées, puis rétablies dans les années 1820 et 1830, devient ainsi un terrain favorable aux projets de développement du réseau routier et des chemins de fer, considérés comme indispensables pour sortir d'une condition chronique de retard économique et entrer dans le grand jeu du capitalisme international. En ce qui concerne en particulier la noblesse, l'implication dans l'administration ou dans l'armée napoléoniennes est loin de tracer des parcours univoques après 1814. Comme ailleurs en Europe, les écarts générationnels sont souvent à l'origine d'attitudes différentes, allant, dans le cas ombrien, d'un repli conservateur à une assimilation d'expériences de jeunesse menant à l'activité conspirative et à l'engagement dans les mouvements du premier *Risorgimento*.

Les contributions de Chiara Coletti, Vittor Ivo Comparato, Regina Lupi, Paolo Capitanucci, Luca Montecchi et Pier Maurizio Della Porta, montrent le monde composite des élites ombriennes à l'œuvre au sein des académies, des théâtres, de l'université de Pérouse, des écoles et des rédactions. Les lieux de la sociabilité intellectuelle et de formation deviennent autant de laboratoires où tenter une difficile synthèse entre culture catholique et nouveaux paradigmes scientifiques et culturels, entre orthodoxie et modernité. Un « pacte » auquel les milieux intellectuels romains et de l'État pontifical avaient déjà travaillé durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, comme l'indiquent les travaux de Marina Caffiero, Maria Pia Donato et Antonella Romano, et qui est remis à l'ordre du jour au lendemain de la phase républicaine et napoléonienne. Au sein d'académies que les Français avaient pourtant dissoutes se retrouve une partie du personnel ayant prêté sa collaboration aux réformes imposées par Paris. Un intérêt académique prononcé pour les sciences et les techniques (y compris l'agriculture, le commerce, l'industrie et les manufactures) l'enseignement universitaire du droit naturel et de la philosophie, avec l'ouverture aux références provenant de l'épistémologie empirico-sensualiste des idéologues et, enfin, l'application des méthodes novatrices de l'enseignement mutuel dans certains séminaires et collèges, témoignent d'une vivacité intellectuelle orientée vers le dépassement du retard culturel qui avait rendu possible la domination étrangère. Une vivacité, une autonomie aussi, auxquelles la constitution *Quod divina sapientia* mettra fin en 1824, sans cependant réussir à empêcher des filiations intellectuelles décisives dans la formation d'une nouvelle génération de réformateurs, parfois plus radicale que les « maîtres », protagoniste du *Risorgimento* durant les décennies centrales du siècle. L'autre fil conducteur qui se déploie transversalement dans le volume est constitué par une recherche, une construction d'identité, qui sans prendre nécessairement les formes d'un refoulement de l'expérience « française » ou d'une opposition à l'égard de la « Dominante », passe par la valorisation d'un patrimoine historique, artistique et culturel propre à l'Ombrie, perçu comme sève vitale et opportunité. Ce volet, développé par les contributions de Daniele Sini, Stefania Petrillo, Michela Morelli, Alessandra Migliorati, Irene Panfili, Ilaria Fiumi Sermattei et Mirko Santanicchia, voit l'émergence d'Orvieto, de Pérouse et surtout d'Assise en tant qu'épicentres de la redécouverte d'un passé médiéval longuement négligé. La



papauté, d'un côté, et les courants du catholicisme libéral et social, de l'autre, s'approprient et réinterprètent différemment la figure de saint François d'Assise. L'étude critique des sources concernant le personnage et la réactivation de la dévotion à son égard après la découverte du corps en 1818, se combinent avec le nouvel engouement romantique pour l'art sacré et le gothique. Les lieux liés à la mémoire franciscaine, ainsi que les vestiges de la Renaissance et du Moyen Âge ombriens, inscrits dans un paysage encore intact et bucolique, attirent les voyageurs ainsi que des artistes de renom, italiens et étrangers.

La Province pontificale devient par ce biais un carrefour d'échanges et d'influences artistiques. Alors que des peintres ombriens parviennent à imposer leur talent à Rome et en Toscane, l'Académie des beaux-arts de Pérouse, accueille stratégiquement parmi ses membres honoraires des représentants éminents de la Curie, ainsi que d'influents personnalités étrangères, liées aux milieux des cours et du collectionnisme princier et aristocratique. L'opportun bilan historiographique sur les années de la Restauration en Ombrie dressé par Rita Chiacchella – contribution qui aurait dû trouver logiquement sa place après l'introduction générale sur la période par L. Mascilli Migliorini et que nous retrouvons au contraire après les articles de M. Lupi et F.M. Troiani – complète un volume sans doute utile et dense, bien que très inégalement original sur le plan des sources exploitées, des approches et des perspectives de recherche.

Veronica GRANATA

Emanuele PAGANO et Elena RIVA (dir.), **Milano 1814 : la fine di una capitale**, Milan, Franco Angeli Edizioni, 2019, 276 p., ISBN 9788891778000, 35 €.

Alors que l'on prépare les différentes manifestations scientifiques et culturelles en vue de la commémoration, en 2021, de la mort de Napoléon Bonaparte il y a deux siècles, l'ouvrage *Milano 1814 : la fine di una capitale*, édité sous la direction scientifique d'Emanuele Pagano et d'Elena Riva, est une nouvelle contribution à la riche bibliographie générale sur la civilisation italienne à l'époque des transformations menées par les gouvernements français établis entre 1796 et 1814. Or, comme son titre l'indique, cet ouvrage se concentre sur le cas particulier de Milan, ville qui fait déjà l'objet d'un traitement historiographique solide et qui bénéficie, en ce moment, d'autres projets de recherches ambitieux, parmi lesquels celui intitulé *Milan and Ticino (1796-1848). Shaping the spaciality of a European Capital*. Il y a donc un dynamisme scientifique prometteur quant aux recherches sur la construction de Milan en tant que capitale politique et culturelle au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle. L'ouvrage que l'on présente ici est un recueil de textes issus d'une journée d'études associant différentes institutions scientifiques milanaïses, qui accompagnait une série de manifestations commémoratives consacrées au premier royaume d'Italie. Les auteurs participant au volume ont dans ce cadre réfléchi à des problématiques tournant autour de cette date fondamentale de 1814. *Annus horribilis et mirabilis* en même temps, pour reprendre les mots des directeurs de la publication, qui signe la fin de Milan comme capitale d'un État européen. Date qui marque également un tournant dans l'histoire du continent en ouvrant la période fascinante, et encore peu traitée d'un point de vue historiographique, de la Restauration, où les choix politiques et culturels dans le cadre du nouvel équilibre post-napoléonien ont durablement marqué l'espace physique et immatériel des principales villes jusque là gouvernées par la sphère française.

L'ensemble de ces quinze textes est réparti en deux blocs principaux. Le premier, porte sur des questions relatives à la société, la culture, la politique économique ou l'instruction publique. Ensuite, la deuxième partie, à l'intitulé prometteur « De l'académie à la ville », angle d'attaque qui nous paraît intéressant, porte plus particulièrement sur des questions d'histoire de l'architecture, complétées par des contributions autour de l'iconographie de Napoléon, des arts décoratifs ou du mécénat milanais de la période. Ce recueil est présenté dans une édition certes pratique et économique, mais dont on peut déplorer un certain manque de qualité quant à la mise en page et surtout, la reproduction d'images, pourtant essentielles pour la compréhension de certains essais. Par ailleurs, si l'ouvrage comporte un solide index de noms, d'autant plus nécessaire dans ce type de publications chorales aux pistes de recherche multiples, on peut néanmoins regretter le manque d'une bibliographie générale, mise à part les quelques références bibliographiques de base données dans l'introduction, ce qui aurait pu constituer un outil important pour le lecteur.

D'un point de vue méthodologique et thématique, cet ouvrage présente les vertus et les défauts inhérents au format des actes de colloque, soit une large réflexion sur des questions très diverses, mais néanmoins regroupées selon une faible cohérence scientifique relative au manque d'un fil conducteur commun. Ceci a empêché une structuration de l'ouvrage plus claire par le biais de sections plus concises (politique/économie/culture/architecture et urbanisme...). Ce n'est pas en effet un ouvrage « linéaire », mais une succession d'éclairages sur des épisodes particuliers, procurant des pistes de recherche sur un ensemble de sujets interdisciplinaires. Il faut tout de même souligner un bon équilibre entre les études de cas, et les articles portant sur une réflexion plus générale, qui offrent un état de la question stimulant et utile à la communauté scientifique qui s'intéresse à ces questions.

En premier lieu, Elena Riva évoque la création d'une supposée identité milanaise internationale dans un contexte d'instabilité politique autour de 1814 lorsque, selon l'auteur, se développe une prise de conscience par les Milanais des transformations sociales opérées entre 1796 et cette date. Stefano Levati étudie ensuite la figure clé du ministre Giuseppe Prina pour faire le point sur les principales nouveautés administratives en matière fiscale de la période. En plus du texte écrit par Alex Grab portant sur la conversion des Juifs dans l'Italie napoléonienne avec un focus sur le cas de Milan, problématique d'histoire de la religion qui trouve en Italie une école féconde où se détachent les travaux de Marina Caffiero, cette première partie offre plusieurs textes sur la culture littéraire et l'instruction publique (grand cheval de bataille culturelle du régime napoléonien, ici surtout abordé par Emanuele Pagano dans une perspective historiographique du sujet). Le texte d'Allessandro Giovanazzi propose quant à lui une intéressante réflexion sur la question de la construction des rapports institutionnels, ici à propos des académies et lieux de culture, entre la capitale et les « villes secondaires », en l'occurrence, Milan et Bologne. À partir de ce texte, il est ainsi possible d'interroger les rapports entretenus entre centre et périphérie au sein du système urbain du royaume d'Italie, lui-même aligné sur le modèle français.

Par ailleurs, la construction et la chute du mythe napoléonien, ainsi que la création d'une iconographie du pouvoir à travers les arts, sont étudiés dans les deux parties de l'ouvrage à travers les textes de Riccardo Benzoni et de Silvio Mara. Cette problématique de la sacralisation du pouvoir impérial par le rétablissement d'un régime monarchique destiné à combler le vide iconographique laissé par les *repubbliche sorelle*, est étudié à travers un sujet qui mérite bien d'autres études approfondies relatives aux autres « astres » de la constellation napoléonienne que Bonaparte avait placé à la tête des différents territoires soumis à l'Empire, y compris Eugène de Beauharnais lui-même.



De cette deuxième partie de l'ouvrage, les études sur les problématiques autour de la pensée architecturale et urbaine s'imposent. Trois textes soulignent le lien étroit entre l'Académie de Brera, dont la connaissance doit énormément aux travaux d'Aurora Scotti, et les projets de transformation architecturale et urbaine de Milan. Cette liaison entre académie et ville, phénomène qui se renforce en Europe à partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, est explorée par Giovanna D'Amia à travers les rapports entre concours académiques et débats urbains, piste intéressante qui ouvre la problématique sur une comparaison à l'échelle internationale. La *Commissione d'Ornato* milanaise que Stendhal vantait dans ses voyages, fait l'objet d'un texte par Gaia Piccarolo où nous trouvons un bon point sur cette institution essentielle dont l'action sur le visage urbain de Milan est également mise en évidence dans l'essai de Lucia Tenconi sur les modèles de façade des palais bourgeois milanais, sujet qui a été récemment étudié de manière concise dans le catalogue sur Luigi Canonica paru en 2011. Les « réflexions en marge » de Giuliana Ricci, parfait exercice de synthèse, résumet et conclut cet ensemble de questions qui configurent ainsi une référence importante pour les historiens de l'architecture de la période.

Mis à part l'art de bâtir, nous trouvons dans cette deuxième partie une contribution sur la « possible » influence de la Malmaison sur la *Villa Reale* de Monza, ainsi qu'une étude de cas signée par Paola Cordera concernant les arts décoratifs, très focalisée sur la desserte de marbre commandée par Beauharnais à Giacomo Raffaelli. Cet exemple d'étude particulier, a fait dans les dernières années l'objet de très beaux ouvrages sur l'atelier des Valadier, dont la dernière exposition a été présentée à la villa Borghèse en 2020. Cette contribution se positionne dans la problématique du soutien aux arts décoratifs de luxe mené par les pouvoirs publics impériaux en parallèle à la création de toute une industrie artistique bourgeoise, ce qui, en France, a récemment donné des ouvrages importants comme le catalogue d'exposition sur l'orfèvre Jean-Baptiste-Claude Odiot (Paris, MAD, 2017), ou l'ouvrage collectif intitulé *Les progrès de l'industrie perfectionnée : Luxe, arts décoratifs et innovation de la Révolution française au Premier Empire*, également paru en 2017, entre autres. Par ailleurs, ce dernier texte renvoie à celui de Laura Facchi, qui s'interroge, dans une perspective stimulante, sur la construction d'une nouvelle élite politique et sociale dont le mécénat artistique devient une activité légitimant leur nouveau statut, et plus généralement, du nouveau statut acquis par Milan.

*Milano 1814 : la fine di una capitale*, est finalement une contribution utile qui complète d'autres études récentes telles que *Istituzioni e cultura in età napoleonica*, paru en 2008 sous la direction d'Elena Brambilla, Carlo Capra et Aurora Scotti, ouvrages à travers lesquels le cas de Milan aide à la compréhension des facteurs historiques et culturels qui ont défini la construction intellectuelle et matérielle des villes capitales dans l'Europe pré et postnapoléonienne.

Adrián ALMOGUERA

Mélanie TRAVERSIER, **Le Journal d'une reine. Marie-Caroline de Naples dans l'Italie des Lumières**, Ceyzérieux, Champ Vallon, 2017, 648 p., ISBN 979-10-267-0501-7, 26,50 €.

Rares sont les éditeurs qui prennent aujourd'hui le risque de publier des sources. Dans le monde de plus en plus fragilisé de l'édition, la publication de documents bruts, surtout s'ils sont accompagnés d'un appareil critique conséquent, constitue un pari que

peu de maisons acceptent de relever. Or, après avoir soutenu les excellents travaux de Vincent Milliot pour l'édition des mémoires du policier des Lumières Jean-Charles Lenoir, et de Michèle Virol pour les cahiers de Vauban (Vincent Milliot, *Un policier des Lumières, suivi de Mémoires de J. C. P. Lenoir, ancien lieutenant général de police de Paris, écrits en pays étrangers dans les années 1790 et suivantes*, 2011 ; Michèle Virol, *Louis XIV et Vauban. Correspondances et agendas*, 2017), la collection « Les Classiques » de Champ Vallon accueille le *Journal* de Marie-Caroline de Habsbourg (1752-1814), reine de Naples et de Sicile, retranscrit, présenté et remarquablement mis en valeur par Mélanie Traversier, maîtresse de conférences à l'Université de Lille. Dans une passionnante introduction de près de 200 pages, le lecteur est tout de suite invité à comprendre la difficile reconstitution de l'objet et à suivre les épreuves d'une historienne, scandées par la lecture des premiers cahiers aux *Archivio di Stato di Napoli*, la découverte inattendue d'un journal de voyage conservé dans une collection privée, et les avanies de collègues charmants mais peu scrupuleux. La partie introductive est un livre en soi, écrit avec une plume énergique et efficace où l'auteur réfléchit à ses propres démarches, expose l'itinéraire des manuscrits (car l'ensemble réunit trois fragments couvrant les années 1781-1785) et, finalement, investit avec beaucoup de finesse les écrits de Marie-Caroline pour en produire un portrait complexe, loin de la caricature facile et des stéréotypes éculés. On sait depuis Philippe Lejeune (*Aux origines du journal personnel (1750-1815)*, Paris, Champion, 2016), que M. Traversier sollicite à plusieurs occasions, que la littérature de témoignage revêt tant d'aspects qu'aucun *égo-document* ne correspond vraiment à un genre particulier : les auteurs choisissent certes des modèles mais imposent à leur récit de soi leurs règles précises. Sous la plume de Marie-Caroline, entre *livre de raison*, *récits de voyage* et *journal intime*, les trois fragments réunis par M. Traversier proposent différentes traversées pour mieux saisir le métier de reine et les opérations concrètes qui le soutient.

Marie-Caroline de Naples fut la treizième enfant de Marie-Thérèse d'Autriche. Archiduchesse devenue reine par son mariage en 1768 avec Ferdinand IV de Bourbon, roi de Naples et de Sicile, elle hérita du sens politique de sa mère et, conformément à une clause dans son contrat de mariage, ayant donné un héritier à la couronne napolitaine en 1775, elle intégra le Conseil du roi et participa pleinement aux discussions et aux décisions du gouvernement. L'édition du *Journal* permet en effet d'intégrer la souveraine dans un jeu politique complexe, local et international, capable de dévoiler les pratiques et les interrogations d'une reine au pouvoir. Si l'on savait que Marie-Caroline permit de rejouer la politique étrangère du royaume en éloignant le gouvernement napolitain de ses liens avec les Bourbons d'Espagne au profit des politiques des Habsbourg, M. Traversier démontre que ce ne fut pas sans tension avec son frère Joseph II, et jamais au détriment d'une patrie d'adoption à laquelle elle fut finalement très attachée. Le *Journal d'une reine* révèle le jeu politique, économique et culturel dans lequel évolue, et pour lequel agit et influence, Marie-Caroline de Naples.

Le travail de M. Traversier permet d'observer la reine avec une proximité inédite. La mise en contexte et l'analyse très serrée de l'introduction, appuyée par un appareil critique d'une grande rigueur, nourrissent la lecture du *Journal* et transforment chaque rubrique, aussi banale fut-elle, en une opération de gouvernement. C'est le dialogue des deux corps de la reine qui se saisissent ici avec une acuité toute nouvelle. Il ne s'agit certes pas du premier travail qui approfondit l'histoire des reines, dont F. Cosandey (*La reine de France. Symbole et pouvoir, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 2000) a brillamment renouvelé le chantier, mais cette incursion dans le quotidien d'une souveraine permet de lever les



faux antagonismes entre l'épouse, la mère et la cheffe d'État pour nouer étroitement et naturellement ces différentes voies de gouvernement.

De fait, M. Traversier investit ici un journal réservé, transparent mais discret, loin des secrets d'alcôves et des détails croustillants. Ainsi, le *Journal* est ponctué de symboles étranges qu'elle a pu partiellement déchiffrer. Mais loin du codage de Samuel Pepys – et certainement loin des révélations que celui-ci voulait protéger – les codes de Marie-Caroline semblent davantage constituer des abréviations, pour surenchérir sur une affirmation, ou des compléments d'information, comme les moments d'intimité avec Ferdinand IV. Ces signes ne sont jamais innocents ni triviaux et, pour une reine, les nuits passées avec le roi avaient d'évidentes incidences pour le gouvernement et la succession du trône. Ils participent, à leur façon, à la narration froide d'une vie au service de la raison d'État. Car le *Journal*, en effet, est la mémoire d'un ordre. Arides, les manuscrits ne cachent pas les moments d'ennui et les gestes répétés quotidiennement : au contraire, le *Journal* existe justement à travers cette mécanique, dans la mesure où la reine archive son règne par son écriture, ordonne ses actions et ses pensées par son journal, et s'administre, en quelque sorte, comme chroniqueuse, archiviste et historiographe à la fois. Le *Journal d'une reine* est donc un agenda rétrospectif des devoirs accomplis, un archivage de soi et un long procès-verbal de son métier de reine.

Pour autant cette femme d'ordre pouvait, sans faiblesse, laisser poindre certaines émotions, chagrins et bonheurs au fil des jours. Les malaises et les fatigues du voyage, comme les nuits conjugales et les grossesses, furent les conditions concrètes de l'exercice du pouvoir. L'émotion se devine à travers des remarques très ponctuelles, disséminées sans régularité à travers tout le *Journal*. La tristesse d'une mère ayant perdu un enfant, jusqu'aux sentiments plus triviaux des sorties au théâtre, des concerts en privé ou des loisirs consacrés au clavecin ou au dessin, révèlent avec force, mais avec pudeur, les cadres du pouvoir : « Le 30 janvier [1785] Dimanche je me suis levé à 7 heures, habillé, déjeuné, coeuf, entendue la St messe, puis me faire peindre, et Filangieri me tint compagnie, puis dinai avec le Roi, lui tenir Compagnie, ensuite lire, voir la St Marco, puis donner plusieurs audiences, apres aller voir le ball de mes enfans, apres a une comédie très bonne et intéressante joué par les cadets appelé *La Subordination* ». (p. 441)

À travers les notes et les réflexions de Marie-Caroline c'est aussi, on le voit, dans l'Italie des Lumières que M. Traversier nous fait voyager. Les années 1781-1785 furent une période charnière du royaume de Naples et, sans doute, le point culminant des Lumières napolitaines, notamment grâce au juriste Gaetano Filangieri (1753-1788) dont elle fut la protectrice. Marie-Caroline exerça son métier de reine comme une administratrice utilitariste dont la responsabilité fut de garantir et d'élargir la prospérité et le poids politique de sa patrie d'adoption. C'est dans ce cadre qu'elle protégea certaines grandes figures des Lumières italiennes (Galliani, Gatti, Filangieri) et qu'elle fut sans doute proche des réseaux francs-maçons ; que dans ses déplacements elle s'intéressa au réformisme urbain, aux institutions de bienfaisance et à l'éducation ; qu'elle fut sensible au progrès de la médecine et au développement des manufactures ; et qu'elle prêta attention à l'administration locale des cités, à l'ordre public et aux différents moteurs de l'économie. Rédigée en français par une souveraine des Lumières et une véritable femme d'État, le *Journal* constitue un agenda quotidien du métier de reine. Ses manuscrits sont les comptes rendus de ses opérations régaliennes, sous toutes leurs formes, depuis les représentations publiques auxquelles toute souveraine doit se soumettre, jusqu'aux décisions plus délicates débattues au Conseil, en passant par les voyages diplomatiques qui lui firent traverser l'Italie du nord.

La démarche critique de M. Traversier se déploie dans l'histoire du genre, du pouvoir et des Lumières italiennes pour offrir, à travers une fenêtre privilégiée, une remarquable histoire politique au féminin. L'édition du *Journal d'une reine* propose, par une leçon de rigueur, un regard intime sur le pouvoir. Le livre est important, et la démarche est un modèle.

Pascal BASTIEN

Fabio D'ANGELO, **Dal Regno di Napoli alla Francia. Viaggi ed esilio tra Sette e Ottocento**, Naples, Libreria Dante & Descartes, 2018, 300 p., ISBN 978-88-6157-181-5, 20 €.

Fabio D'Angelo consacre un ouvrage aux savants et aux ingénieurs du Royaume de Naples qui furent amenés à parcourir la France ou à s'y installer en exil, au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Dans ce livre issu d'une thèse de doctorat, il s'interroge sur les pratiques de mobilité de ces hommes de sciences italiens qui ont quitté le sud de la péninsule – soit de leur plein gré, soit du fait des vicissitudes politiques –, tout en faisant le choix de suivre les itinéraires d'une vingtaine d'entre eux. Cette étude s'inscrit dans le sillage des travaux menés par Gilles Bertrand sur le voyage entre France et Italie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais aussi de ceux d'Anna Maria Rao sur les exilés politiques italiens à l'époque révolutionnaire et consulaire. L'introduction revient sur cette riche historiographie en rappelant que le voyage a été enraciné au sein des élites par la pratique du Grand Tour et qu'il a été de plus en plus décrit comme une « préparation indispensable à la réussite de l'avenir » (Daniel Roche). Durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les voyages d'ingénieurs et de scientifiques devinrent plus fréquents entre la France et l'Angleterre, mais aussi entre la France et la Russie. Si les voyages de savants depuis l'Italie jusqu'à la France ont été jusque-là moins étudiés, Fabio D'Angelo veut s'intéresser à ceux qui relient le Royaume de Naples à Paris entre les années 1780 et 1790, en montrant comment les savants et ingénieurs diffusèrent et se réapproprièrent des nouveautés scientifiques à leur retour à Naples. La situation changea radicalement entre 1799 et 1805. En janvier 1799, la République parthénopeenne fut proclamée, mais cette expérience s'avéra éphémère, se concluant par la reconquête de Naples par Ferdinand IV, en juin. Dès lors, il ne s'agissait plus pour la couronne d'envoyer des savants en voyage dans une République comme la France, dont l'influence politique était jugée pernicieuse. En revanche, les scientifiques qui avaient trahi les Bourbons durant la brève expérience républicaine à Naples furent proscrits, le plus souvent vers la France. Leur retour à Naples coïncida avec le début de la « décennie française » (*Decennio francese*), avec les règnes de Joseph Bonaparte (février 1806-juillet 1808) et de Joachim Murat (septembre 1808-mars 1815).

Le livre se penche d'abord sur les mobilités des étudiants et des savants italiens à l'intérieur du royaume de Naples, qui représentait pour eux un pôle essentiel de formation et d'apprentissage politique. L'Hôpital des Incurables, où le brownisme se diffusait, était dans le même temps un lieu de politisation et de familiarisation avec les idées révolutionnaires françaises. Outre que les savants et ingénieurs se déplaçaient au sein même du Royaume de Naples, ils étaient aussi amenés à franchir ses frontières, notamment dans le cadre de voyages soutenus par la Couronne qui finança plusieurs séjours scientifiques à Paris (chapitre 2). Il s'agissait pour les Bourbons de permettre aux ingénieurs, aux médecins et aux savants du Royaume de perfectionner à l'étranger leurs connaissances et leurs



savoir-faire techniques. Ainsi le médecin Antonio Adamucci (1761-1830) gagna-t-il Paris en 1786 grâce à l'obtention d'une bourse de perfectionnement en chirurgie.

Dans le troisième chapitre, Fabio D'Angelo montre comment, après juin 1799 et la chute de l'éphémère République, l'exil politique contribua au départ pour Paris d'un grand nombre de savants napolitains. Ceux-ci se mettaient à l'abri des poursuites et continuaient dans le même temps de s'imprégner des apports de la vie scientifique française. C'est toute l'ambiguïté de la posture de ces savants proscrits qui est mise en valeur : si l'exil était pour eux source de souffrances et de rupture avec la patrie, il constituait aussi une extraordinaire opportunité professionnelle. Les exilés napolitains entrèrent rapidement en contact avec les scientifiques français, ce qui leur permit de poursuivre leurs études et leurs recherches. Après avoir débarqué en exil à Marseille, le minéraliste Matteo Tondi (1762-1835) arriva à Lyon et fut chargé de diriger l'extraction du charbon des mines de Sainte-Foy-l'Argentière, avant de trouver un poste de « aide naturaliste » au Muséum d'Histoire naturelle de Paris, où il travailla étroitement avec René-Just Haüy.

Pour ces voyageurs et exilés, se posait la question du retour à Naples, en des termes différents selon les circonstances qui avaient entouré leur départ (chapitre 4). Durant le *Decennio francese*, certains scientifiques napolitains qui étaient à Paris furent incités à revenir à Naples pour assumer des charges de professeurs, comme le fut Giosuè Sangiovanni (1775-1849), nommé professeur de zoologie par Joseph Bonaparte dès 1806. Après la Restauration, nombre de ces savants purent rester à leurs postes, du moins jusqu'aux convulsions révolutionnaires de 1820-1821 auxquels ils prirent part. Certains furent alors de nouveau frappés par la répression, parfois exilés, ou encore isolés et discrédités, comme le physicien Carmine Lippi qui fut envoyé à l'asile d'aliénés. L'ouvrage se conclut par une étude – plus hétérogène – des circulations de livres entre le Royaume de Naples et l'Académie des sciences de Paris, mais aussi des circulations d'objets et d'instruments scientifiques : depuis le pyromètre de Wedgwood et le microscope solaire, jusqu'aux instruments d'obstétrique, comme le speculum en étain de Récamier.

La démarche de Fabio D'Angelo, qui parvient à peindre un portrait collectif de ce groupe de savants voyageurs et exilés, tout en restituant les dynamiques de leurs itinéraires migratoires et intellectuels, est nourrie par l'étude de sources variées. Celles-ci incluent des fonds attendus, comme les Archives d'État de Naples et les Archives nationales de France. Mais son étude s'appuie aussi sur les documents conservés par des bibliothèques françaises et italiennes, celles du Muséum d'histoire naturelle de Paris et de la Faculté de zoologie de l'Université Frédéric II de Naples, sans compter le recours aux archives privées. L'originalité première de l'approche suivie par l'auteur réside dans la façon dont celui-ci articule l'histoire des sciences et des savoirs avec celle des mobilités et des migrations. Il met en lumière la perméabilité des pratiques scientifiques de ces Napolitains, qui étaient particulièrement mobiles dans l'espace et naviguaient aussi entre de multiples disciplines, comme le fit Matteo Tondi entre chimie, médecine et minéralogie.

L'une des limites de l'ouvrage tient au périmètre retenu pour cette étude. Il aurait été judicieux de réinscrire les mobilités de scientifiques italiens dans un cadre européen ou même atlantique. Par exemple, on aimerait en savoir plus sur les voyages en Angleterre financés par la monarchie de Ferdinand IV, qui auraient pu être comparés à ceux organisés au même moment vers la France. Du point de vue de la méthodologie choisie, on ne peut que féliciter l'auteur d'avoir appréhendé dans leur globalité les circulations, en analysant tout à la fois les mobilités d'hommes et celles des objets scientifiques qu'ils véhiculaient. Néanmoins, la structure même du plan, qui distingue artificiellement ces aspects, tend à les dissocier, alors qu'il aurait été fructueux de les embrasser ensemble, en

suivant davantage la chronologie propre à ces circulations. À cette remarque tenant à la structure de l'ouvrage, s'en ajoute une autre de détail : eu égard au petit nombre de savants et d'ingénieurs étudiés – une vingtaine de cas revient de manière récurrente au fil du livre –, il aurait été bienvenu de proposer de courtes fiches biographiques à la fin de l'ouvrage : cela aurait permis au lecteur de mieux suivre simultanément le cheminement des différents protagonistes, qui appellerait par ailleurs un traitement cartographique. Cela n'enlève rien néanmoins à la pertinence et à la richesse de ce livre, qui contribue à l'histoire croisée du voyage scientifique et de l'exil politique et ouvre de nouvelles pistes de recherches sur les modes de constitution des savoirs et des institutions scientifiques.

Delphine DIAZ

Pierre-Marie DELPU, Igor MOULLIER et Mélanie TRAVERSIER (dir.), **Le royaume de Naples à l'heure française. Revisiter l'histoire du *decennio francese*, 1806-1815**, Villeneuve-d'Ascq, PU du Septentrion, 2018, 481 p., ISBN 978-2-7574-2357-8, 29 €.

Périphérie impériale par excellence, le royaume de Naples a pleinement bénéficié du renouveau des études napoléoniennes, initié dans le sillage de Stuart Woolf et incitant à considérer de près les méthodes et les acteurs de la construction impériale tout en subvertissant l'histoire institutionnelle par la prise en compte des effets de la coexistence imposée entre les peuples. Ce regain d'intérêt a favorisé la réception des travaux menés en Italie à la faveur du bicentenaire du *decennio francese* car, contrairement à la France où la période napoléonienne a généralement été hachée en commémorations annuelles, cette phase de l'histoire napolitaine a bénéficié d'une supervision d'ensemble (Comité national pour les Célébrations du Bicentenaire du *Decennio francese*), pour mieux évaluer cette expérience au regard d'un processus risorgimental lui-même revisité. Si l'on ajoute l'attraction actuelle pour les circulations d'hommes et d'idées, on ne s'étonnera pas de la sortie du présent recueil, ni surtout de sa richesse et de son actualité historiographique.

C'est de surcroît un beau volume qu'offrent les Presses Universitaires du Septentrion, comprenant 35 pages de sources imprimées et de bibliographie, 33 illustrations, une carte et un index. La problématique centrale de la rencontre entre la France et Naples, entre les Napolitains et les Français, prend corps dans la table des matières : outre J. Davis, douze des auteurs sont Français et douze autres Italiens d'origine, même si cette distinction n'a plus vraiment lieu d'être en raison du pli transnational des études que renforcent les cursus croisés ou co-dirigés. Tout n'est cependant, et heureusement, pas lissé dans ce recueil, si bien que l'on tient là une monographie plurivoque, parfois contradictoire (par exemple, les vues sur l'édition napolitaine diffèrent d'un auteur à l'autre), offrant un faisceau d'approches et d'éclairages, en dépit d'une trame commune en cinq parties : 1. Le royaume de Naples, l'Empire et les guerres – 2. Ordre social et réforme de l'État – 3. Circulation et diffusion des savoirs – 4. Pratiques culturelles et artistiques – 5. Circulations politiques et constructions mémorielles. On aurait tort de n'y voir qu'un plan tiroir, mis au goût du jour mais perpétuant le « système de la commode » (extérieur-intérieur-société-culture-conséquences), car les circulations rythment presque tous les articles. Cette structuration propose un parcours légitime, bien qu'un autre agencement eût été possible : l'introduction (trop vite polarisée sur les catégories d'action politique que révèle la *Correspondance* de Napoléon), n'a d'ailleurs rien de dirigiste. Du reste, les rapprochements les plus vivifiants sont à opérer



entre paragraphes de différents articles (la nationalité, l'acculturation, les liens avec Rome, la place des Corses, le retour, etc.).

Voilà qui ne doit cependant pas faire oublier que la plupart des textes valent d'abord pour eux-mêmes. Celui de J.-O. Boudon donne le ton : dans cette histoire des contacts, tout est de bonne prise, et la déportation de prisonniers napolitains (quelques centaines d'hommes parvenus à La Rochelle en 1807 avant d'être déplacés en Corse trois ans plus tard), notamment d'insurgés de 1806 et de galériens qui avaient été enrégimentés pour lutter contre les Français, s'avère un bon observatoire : sur les conditions de captivité et de travail forcé bien entendu, mais aussi sur les préjugés ayant pu freiner le recours à pareille main-d'œuvre, en partie confortés il est vrai par la fréquence des évasions et la violence des fuyitifs, ou encore sur les cas d'intégration réussie. Figures incontournables de l'imaginaire social des années napoléoniennes, forçats et espions fournissent ainsi des sources décalées : pour sonder l'autonomisme napolitain, on ne craint pas à Paris de passer par des voies tortueuses au risque d'être intoxiqué par les calculs personnels d'informateurs précisément choisis en raison de leur ressentiment à l'encontre des chefs du « parti italien », tel le préfet de police Maghella ; d'où la dénonciation d'une alliance paradoxale et occulte entre les anciens jacobins et les milieux réactionnaires (L. Di Mauro). Le chassé-croisé est si poussé que l'on ne sait plus trop si ce sont les Napolitains qui sont au service de la France, à l'exemple des forces auxiliaires autochtones levées pour rétablir l'ordre en Calabre ou du moins pour offrir une porte de sortie honorable aux anciens rebelles (N. Cadet), ou si ce sont les Français qui ont été au service de Naples. Les dilemmes de ces derniers sont au cœur de deux chapitres, convergents et se chevauchant parfois, quoique le premier (G. Gremese) soit centré sur les réactions lors du retournement d'alliances de 1813-1814, et que le second (W. Bruyère-Ostells) mette en perspective le choc des logiques impériales, patriotiques, interpersonnelles, ou carriéristes, sur la base d'un corpus de 33 généraux français au service de Murat.

Dans la deuxième section, l'ambition panoramique a conduit à mêler des synthèses (les réformes initiées par le nouvel État central en matière sanitaire, les quatre régences de Caroline, les projets commerciaux à l'épreuve de la proposition de Bauwens de s'implanter à Naples), à des contributions plus exploratoires, à l'instar de L. Di Fiore, qui rattache la transformation des pratiques d'identification (via l'introduction d'une *carte di ricognizione*) à un processus transnational plus qu'à l'importation unilatérale d'un modèle français, forcé du reste de tenir compte des ratés dans les procédures de délivrance, des réactions de la population et d'un manque de savoir-faire spécialisé. Le cas des finances napolitaines, prises en main par des Français, révèle les problèmes entraînés par leur modernisation accélérée sous le règne de Joseph, calquée sur la France mais opérée à crédit, si bien que la poursuite des réformes sous Murat se fera selon d'autres modalités et par de nouveaux expatriés, la première vague de Français étant alors partie pour Madrid, et leurs successeurs venant pour certains de Berg (M. De Oliveira).

C'est annoncer la partie consacrée à la circulation des savoirs (même si relève plutôt de la précédente le bilan de M. Lupo sur les réformes scolaires du *decennio francese* – très médiocre en termes de scolarisation mais à l'origine d'un changement dans le rapport à l'éducation). L'édition napolitaine fait aussi l'objet d'un bilan (V. Trombetta), mitigé dans le sens où l'énumération de la production ne fait pas apparaître de spécialisation modernisatrice, mais seulement de la souplesse pour tirer parti de la nouvelle donne politique. La contribution de L. Brassart est la seule à oser un renversement de perspective, en enquêtant de façon aussi savante que plaisante sur ce que Naples a apporté à la France ou plutôt sur ce que celle-ci en a tiré, quitte alors à briser des idées reçues (les buffles de la

Grande Armée). L'importation de buffles romains initiée en 1797 n'a fait ni souche ni école, malgré leur acclimatation à Rambouillet, tant les esprits y étaient rétifs, aussi bien ceux des scientifiques que des paysans, effrayés par un tel animal, ou de propriétaires agronomes déçus dans leur espoir d'une régénération des bovidés français par le buffle. Autrement féconds auront été les échanges scientifiques par le biais du retour à Naples de savants exilés de l'an VII, tels le minéralogiste Tondi, le zoologue Sangiovanni ou l'ingénieur Constanzo (F. D'Angelo) ; le modèle français de chimie incite à activer tout un réseau pour reconstituer, à Naples, le laboratoire de Lavoisier (C. Guerra).

L'inertie des représentations véhiculées par les récits de voyage (N. Bourguinat) ou l'inaboutissement des projets urbanistiques (le *Foro Murat* étudié par R. Buclon) ne doivent pas masquer le renouvellement des pratiques artistiques : la vie musicale à Naples bénéficie du souci du pouvoir français d'en restaurer la réputation chancelante et par là de veiller à leur propre prestige, en conciliant patrimonialisation et innovation, et jusqu'à activer les réseaux diplomatiques pour contrecarrer le débauchage artistique (M. Traversier). Directeur de l'Académie des Beaux-Arts de Naples, le Lillois Wicar y a imposé le néo-classicisme (R. Cioffi) ; les goûts de la reine Caroline ont contribué à la place accordée aux objets du quotidien dans les collections d'antiquités (M.-T. Caracciolo), et l'on retiendra la façon dont un amateur éclairé d'archéologie comme le comte de Clarac a su faire fructifier son séjour napolitain au point d'être nommé conservateur des Antiques au Louvre, en 1818 (O. Scognamiglio).

Du point de vue politique, l'expérience aura été ambivalente, à l'image du bonapartisme, qui, plutôt qu'un modèle importé, ne fut guère à Naples qu'une interprétation dans un État colonial, sous la forme d'un muratisme lui-même pris dans ses contradictions, mais s'engageant malgré tout dans la voie d'un réformisme appuyé sur la composante indigène (R. De Lorenzo). De fait, les susceptibilités patriotiques attisées par le *decennio francese* ont pesé lourd dans l'accueil réservé aux volontaires français, partis en 1820-1821 dans un dessein idéologique transnational pour défendre la Constitution libérale qu'un *pronunciamento* avait imposée à Naples face à la menace d'une intervention autrichienne, tant les *carbonari* étaient décidés à contenir tout risque d'ingérence et à conserver à leur révolution un sens strictement patriotique (L. Nagy). De fait, c'est un héritage peint au noir qui a été dressé du muratisme (P.-M. Delpu), par ses ennemis légitimistes comme par ses soutiens de circonstance, heurtés par le dévoiement des idéaux patriotiques et constitutionnels, compromettant toute mobilisation en son souvenir et entretenant en Calabre une mémoire vive de la résistance locale contre le despotisme extérieur et centralisateur.

En définitive, cette monographie aux multiples facettes inaugure un modèle d'histoire propre à saisir la relation inégale mais nullement univoque entre la France et l'une de ses dépendances qui, espérons-le, sera adapté à d'autres pièces du Grand Empire. Peut-être aurait-on pu aller plus loin dans cette voie et tirer parti de données démographiques en général et matrimoniales en particulier, suivre des itinéraires sur la base d'un matériel prosopographique, compléter l'histoire des voyages par celle des objets, pour ainsi cerner au plus près les traces humaines de cette expérience.

Aurélien LIGNEREUX



Pierre-Marie DELPU, **Un autre Risorgimento. La formation du monde libéral dans le royaume des Deux-Siciles (1815-1856)**, Rome, École française de Rome, 2019, 520 p., ISBN 978-2-7283-1384-6, 29 €.

L'ouvrage de Pierre-Marie Delpu propose une étude minutieuse de la formation et du développement du mouvement libéral dans le royaume des Deux-Siciles. Si les protagonistes du libéralisme dans le Sud ont très souvent été envisagés à travers leur rôle joué dans le *Risorgimento* italien, le livre de P.-M. Delpu se distingue par un angle problématique nouveau et une ambition double : d'une part, déplacer le regard au-delà des personnalités éminentes du mouvement, afin de reconstruire, à travers l'analyse des processus de mobilisation et de politisation, le tissu plus large d'adhérents et de militants qui l'ont composé ; d'autre part, examiner l'évolution et les structures du libéralisme dans le contexte spécifique du royaume des Deux-Siciles. Suivant cette dernière perspective, la participation des libéraux du Sud au *Risorgimento* – et l'insertion plus générale de leurs engagements dans une dimension péninsulaire et internationale – constitue une déclinaison à étudier, mais non l'unique cadre d'analyse.

De même, le choix d'une chronologie étendue de 1815 à 1856 reflète la primauté d'une temporalité interne sur le terme *ad quem* de l'unification italienne. Si le regard se projette au-delà de ces bornes temporelles, c'est en premier lieu vers l'arrière, car l'auteur est conscient de l'effet, d'une part, de la saison des Lumières et, d'autre part, des événements révolutionnaires de 1799, sur les orientations et les imaginaires du libéralisme du Sud. Le cadre géographique de référence correspond à l'ensemble du royaume des Deux-Siciles grâce à l'exploitation des sources de l'administration centrale. Toutefois, l'une des forces de l'ouvrage tient à la place accordée à cinq provinces particulières (celles de *Principato Citeriore*, *Principato Ulteriore* et les trois *Calabrie*), qui forment un observatoire privilégié grâce aux dépouillements minutieux de leurs archives provinciales respectives. Le croisement de ces sources avec les écrits publics et privés des libéraux et leurs mémoires s'avère extrêmement fécond.

D'emblée, il apparaît clairement que, pour l'auteur, le mouvement libéral ne correspond ni à un parti, ni à un mouvement homogène, caractérisé par une idéologie claire et un projet politique distinct. Le « monde libéral », comme le suggère le titre, était plutôt un « monde » complexe et hétérogène, une nébuleuse dont l'analyse ne peut passer que par une reconstitution des « réseaux humains » (p. 16), en suivant avec patience des itinéraires multiples et fragmentés. L'adjectif qui identifie ce « monde » comme « libéral » n'est pas moins problématique, ou mieux, problématisé. P.-M. Delpu souligne que l'appellation, au moins dans une première phase – de la fin de la décennie napoléonienne à la révolution de 1820 –, a été principalement utilisée par les conservateurs, avec une valeur stigmatisante, qui sera ensuite instrumentalisée par la police. Comment les « libéraux » se pensaient-ils alors ? Essentiellement comme des « patriotes », terme qui, dans la continuité sémantique des révolutions de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, désignait les « réformateurs [...] intéressés aux libertés et à la modernisation du royaume » (p. 28). Dans leurs rangs, aux côtés des *murattiani*, longtemps considérés comme la composante dominante de l'opposition à la monarchie rétablie – également sur la base d'une interprétation excessivement monolithique de la *Carboneria* – il y avait aussi de nombreux bourgeois et notables, opposants de longue date à Murat. Ce groupe élitaire, sans identité politique définie, était réuni par un sentiment partagé d'opposition à l'exercice autoritaire et centralisé du pouvoir monarchique, incarné d'abord par le roi français et puis par Ferdinand I<sup>er</sup>. Mais quelle était la patrie que ces patriotes souhaitaient réformer ? Une patrie essentiellement locale qui, dans son acception

la plus répandue, est venue s'identifier à la nation napolitaine destinée, depuis la révolution de 1820, à rester dominante dans les projets et dans l'imaginaire des libéraux sur le long terme.

L'horizon national napolitain a, sans aucun doute, une valeur périodique pour les « réformateurs » du Sud qui, non seulement commencent à se reconnaître comme des « libéraux », – une catégorie idéologique encore vague mais qui affiche désormais comme objectif à atteindre, aux côtés des libertés politiques, l'adoption d'une constitution – mais qui recherchent aussi une coordination à l'échelle de la nation napolitaine susceptible de garantir la participation à l'horizon global des révolutions européennes et atlantiques. Et pourtant, souligne P.-M. Delpu, cette participation fut très différenciée au sein du monde libéral. Ce sont surtout les chefs révolutionnaires, comme Guglielmo Pepe, qui sont entrés dans les réseaux libéraux transnationaux – au sein desquels ils sont devenus dans certains cas de véritables célébrités – par la participation militaire à des scénarios révolutionnaires internationaux, de l'Espagne à la Grèce, et par leur rôle d'animateur d'une sociabilité européenne au service de la cause libérale. Cependant, pour la grande majorité des exilés ordinaires, l'expérience de l'exil n'est pas synonyme d'internationalisation politique, mais très souvent, bien au contraire, de véritable dépolitisation.

Les routes de l'exil, orientées par la conjoncture, ont vu en grande partie les exilés, aux prises avec des problèmes de survie au quotidien, enclins à s'appuyer sur des circuits de sociabilité qui reflètent les liens communautaires et locaux. La relation avec la patrie d'origine, entretenue par la correspondance comme les projets de retour au royaume, était si intense que l'auteur en vient à parler d'une communauté diasporique des exilés du Sud. La notion de « translocalité » peut également être mobilisée pour caractériser la force et la persistance de ces liens. Cette divergence, apparue en exil, entre la projection internationale d'un petit groupe de chefs révolutionnaires et l'enracinement d'un horizon mental essentiellement local pour la majorité des adhérents du mouvement reste valable, selon l'auteur, pour la deuxième vague d'émigration remarquable au lendemain des révolutions de 1848-49 : seule une partie de l'élite libérale rejoint activement les réseaux italiens impliqués dans le processus unitaire.

La révolution de 1820 a également constitué le point de départ des processus de politisation et de construction imaginaire à long terme dont l'auteur saisit les développements au cours de la période considérée. Un rôle de premier plan est réservé à la construction de la figure du « martyr » à partir d'une réflexion sur son élaboration héritée de l'histoire napolitaine et, plus généralement, sur l'utilisation de la religion dans le répertoire politique libéral. Si, au début des années révolutionnaires, l'image de la « nation-martyre » se développait, dans les années 1840, les cérémonies commémorant les martyrs accentuent le caractère individuel du martyrologe, pour se transformer, suite à la répression qui commence le 15 mai 1848, en vengeance des martyrs eux-mêmes, dans le cadre d'une radicalisation décisive de l'usage de la religion qui est venue inspirer des rituels iconoclastes et tyrannicides.

Le recours à une religion libérale, dans les années 1840, a surtout été déployé pour tenter de politiser des couches plus larges de la population et intégrer le peuple à la révolution sous l'impulsion d'une nouvelle génération de libéraux issue des années 1830 et du développement endogène d'un noyau démocratique du Sud, peu sensible au démocratisme mazzinien. Au même moment, l'essor des outils de communication politique et d'éducation populaire entraîne un déplacement des dialogues fictifs aux « *chiacchierate* » (conversations fictives en dialecte napolitain), à travers des formes développées depuis la révolution de 1820. Une expansion de la participation sociale à la révolution a été



effectivement obtenue, comme le relève l'auteur, toujours particulièrement attentif à la reconstruction du profil social des membres du mouvement libéral.

Mais comment s'est exprimée cette mobilisation ? L'analyse des soulèvements qui se sont succédés de manière fragmentée, dans un scénario majoritairement provincial, révèle un mode de protestations caractérisées principalement par des motivations « pré-politiques », telles que les revendications liées aux économies morales et les rébellions contre la pression fiscale, et par une posture d'opposition locale à la tyrannie du pouvoir central. Cette empreinte localiste a entravé la coordination à l'échelle de la nation napolitaine et a inévitablement imprimé un caractère fragmentaire à l'expérience du libéralisme du Sud.

Son horizon principal demeure, cependant, celui de la nation napolitaine. La projection internationale – processus que P. M. Delpu ne néglige pas – caractérisée par l'inclusion dans une dynamique italienne et internationale, ainsi que par les processus d'échange et d'appropriation des différents modèles constitutionnels et politiques, ne remet pas en cause la prééminence de la nation napolitaine. Les différentes échelles d'analyse utilisées par l'auteur font ressortir la position centrale de cette dernière qui s'affirme comme la clé de lecture des positionnements méridionaux face à des événements de portée plus large, de l'intérêt tiède pour le projet mazzinien à l'interprétation du néo-guelphisme, du soutien limité à des projets potentiellement convergents comme celui de la République romaine à la tendance à l'internationalisation de la « question napolitaine ». Suivant cette perspective, la relation à la cause italienne émerge donc sous un jour partiellement nouveau : celle-ci est davantage l'objet d'appropriations multiples en vue d'encourager la mobilisation, plutôt que l'indicateur d'une simple dynamique d'intégration. Cette situation, tout comme la physionomie magmatique du mouvement du Sud, s'explique par l'absence d'un projet politico-idéologique aux contours définis et au fait que le ciment principal du monde libéral susceptible de rassembler des modérés et des démocrates bien au-delà des lignes de leurs divergences – qui ne sont pas toujours clairement mises en évidence – n'est autre que l'opposition commune à l'exercice « tyrannique » du pouvoir de la dynastie des Bourbons, plutôt qu'à l'institution monarchique elle-même.

En ce sens, la monarchie occupe une place centrale dans cet ouvrage bien qu'elle ne soit pas au cœur des recherches. Noyau central d'identification pour les secteurs contre-révolutionnaires et réactionnaires, elle émerge également ici comme la cible d'une opposition qui devient le point de convergence des libéralismes du Sud. Elle n'a jamais représenté un véritable interlocuteur pour les libéraux, leur laissant comme seuls espaces d'expression la conspiration et l'exil. L'auteur soutient cette ligne d'interprétation sur la base d'une recherche remarquable qui nous permet de relire sous un jour nouveau différents processus fondamentaux de l'histoire politique du royaume. La reconstitution des profils, des protagonistes et des circuits de sociabilité et de politisation, réalisée par une approche micro-historique, est certainement l'une des voies les plus prometteuses empruntées par l'historiographie contemporaine sur le royaume, à laquelle l'ouvrage riche et bien structuré de P.-M. Delpu offre indéniablement une contribution précieuse.

Laura DI FIORE

Gilles BERTRAND, Jean-Yves FRÉTIGNÉ, Alessandro GIACONE, **La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs de 1660 à nos jours**, Paris, Armand Colin, 2016, 460 p., ISBN 978-2-200-25599-2, 26,90 €.

En dépit des multiples ouvrages qui traitent des liens et influences diverses entre France et Italie, le livre co-écrit par Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné et Alessandro Giaccone présente plusieurs singularités historiographiques qui retiennent l'attention. Comme les spécialités de chacun des auteurs le signifient, il s'agit d'un livre qui a le grand intérêt, d'une part, d'enraciner le temps présent dans une histoire considérée de façon continue du XVII<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle, et d'autre part, de rapprocher deux histoires, celle de l'Italie et de la France, en les considérant avec la même attention. D'emblée, l'introduction met en cause l'opposition reconduite par une grande partie des deux historiographies nationales, entre une France unifiée de longue date par un État puissant et une Italie de l'éclatement. Les auteurs partagent l'idée que la France comme l'Italie brassent des identités non stabilisées, ni au XVIII<sup>e</sup> ni même au XIX<sup>e</sup> siècle, et qu'en même temps, l'un et l'autre de ces deux espaces se pensent à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle comme des unités dans un horizon européen.

Il ne s'agit donc pas seulement de mener une histoire croisée de la construction des identités nationales, ou une histoire comparée, mais aussi une histoire des interactions, des circulations, des luttes et rivalités, symboliques, économiques, comme guerrières entre les deux espaces.

On comprend que l'interrogation s'enracine dans l'actualité du relatif relâchement actuel de la proximité entre les deux républiques, deux « nations sœurs », qui ont joué un rôle si important au XX<sup>e</sup> siècle, dans le cadre de la construction européenne notamment. La plus grande partie du livre porte sur l'histoire du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. Mais les 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup> parties, dues à Gilles Bertrand, traitent de la situation de ce que l'auteur qualifie de « long XVIII<sup>e</sup> siècle », puis de la période qui s'ouvre avec la Révolution et se termine avec l'Empire napoléonien (p. 8 à 152).

Pour l'auteur, ce « très long XVIII<sup>e</sup> siècle » est un moment de développement des sentiments d'appartenance à une nation, avec ce que ces sentiments apportent de rapprochement dans un horizon européen partagé mais aussi de division. Les publicistes français comme italiens ne dédaignent pas les considérations globales sur l'esprit des peuples, comme on sait. Mais les propos péjoratifs comme ceux de Brissot, en 1782, cité par Gilles Bertrand, écrivant à propos des Italiens que leurs « qualités les rendent incapables des sciences » ou encore que « la méditation est inconnue, impossible dans ce pays » ne sont qu'un versant d'une réalité bien plus faite d'interactions culturelles que de représentations figées. Gilles Bertrand, reprenant ses conclusions d'autres travaux, met en cause la réalité de l'effacement de l'Italie au XVIII<sup>e</sup> siècle, trop longtemps repris par une partie de l'historiographie du XX<sup>e</sup> siècle, depuis Paul Hazard et Louis Réau dans les années 1930. L'auteur utilise sa profonde connaissance des voyages entre les deux pays pour montrer la présence et l'influence des artistes italiens hors d'Italie, dans tous les arts, peinture, architecture, musique, ou encore théâtre comme les récents travaux de Rahul Markovits l'ont montré. En même temps, l'attrait de l'Italie pour les Français est plus fort que jamais et les voyages se multiplient, des jeunes nobles en formation comme le duc de La Rochefoucauld, aux artistes, érudits, écrivains en quête de gloire ou de documentation. De même, si l'importance des philosophes, des hommes de sciences français est indéniable pour les Lumières italiennes, « l'Italie savante reste aussi un modèle pour les élites françaises », insiste Gilles Bertrand qui reprend les conclusions d'Antonella Romano à propos de Rome. Le partage des idées de réforme dans tous les domaines (économie, administration, police –



relativement peu abordée au vu des travaux publiés sur la question –, mais aussi des normes esthétiques, des débats philosophiques à l'échelle de l'Europe est tel que, paradoxalement, la confrontation entre les deux pays s'estompe, la France devenant pour les savants, les artistes italiens « un espace médiateur parmi d'autres » (p. 56).

Ce fonctionnement des circulations est bouleversé par la Révolution française. Celle-ci développe les antagonismes et en même temps conduit à une fusion sans précédent dans le cadre de la « Grande nation » puis de l'Empire. De façon assez classique, le développement de cette 2<sup>e</sup> partie est chronologique. G. Bertrand part des luttes qui immédiatement apparaissent entre des « patriotes » enthousiastes et des pouvoirs monarchiques inquiets et répressifs. L'auteur insiste sur l'effet contradictoire à terme de la Révolution française puis des interventions françaises dans les territoires de la botte. La présence des troupes françaises a, à la fois mis les patriotes, défenseurs des idées révolutionnaires et des idées d'unité nationale, en difficulté, comme partisans de l'étranger. Mais cette présence française a contribué aussi à renforcer les idées d'unité nationale, contre l'étranger commun, mais aussi par la mise en place des fonctionnements sociaux de même type qui ont durablement transformé les sociétés et favorisé l'unification. L'auteur écrit « il est incontestable que le rôle de la révolution et de l'occupation militaire française fut décisif dans le processus unitaire » (p. 80).

Mais les liens entre Italie et France se maintiennent aussi du fait de la présence d'Italiens en France. Les exilés de 1799 renforcent l'influence italienne dans les arts et les sciences. Il est difficile pour l'auteur de reprendre une période de relations aussi intenses que complexes en une quarantaine de pages. Cependant, Bernard Gainot, sur le moment néo-jacobin ou la « sororité conflictuelle » dans le cadre de l'Europe des nations aurait pu être plus sollicité. Gilles Bertrand, fidèle à son approche culturelle, met plus en évidence les liens culturels et politiques que les conséquences économiques des nouvelles organisations politiques sous tutelle française. Dans ce considérable effort de synthèse, certaines formulations peuvent surprendre : ainsi, p. 88, quand l'auteur écrit, pour distinguer les Jacobins italiens des Jacobins français, que les premiers « restaient attachés à la propriété foncière malgré l'influence des idées de Robespierre ». Difficile d'échapper au lissage des débats par une formulation un peu rhétorique dans ce type de synthèse. Évidemment, concernant la propriété bien des choses sont dites. Pour aller vite, on pense aux travaux de Rafe Blaufarb et à son livre traduit en français en 2019 : *L'invention de la propriété privée. Une autre histoire de la Révolution*. Ces difficultés font partie du genre. Par ailleurs, Gilles Bertrand rend compte avec minutie de l'extrême complexité de la situation politique et sociale italienne à l'époque du *Triennio*, caractérisée à la fois par la diversité produite par l'effervescence révolutionnaire et la diversité spatiale résultant des rapports de force sociaux, des alliances diplomatiques différents dans les états de la péninsule. L'auteur montre ensuite, qu'au-delà des hésitations des choix politiques sous l'Empire (fiction d'autonomie, départementalisation, royaumes vassaux, qu'en dépit des tensions et rivalités entre les divers protagonistes locaux de la politique impériale, la période impériale a été une étape incontournable dans le processus d'unification de la botte italienne. Gilles Bertrand réfute la thèse de Michael Broers qui fait de la présence française en Italie une forme d'anticipation des rapports coloniaux qui se développeront entre pays européens et africains au XIX<sup>e</sup> siècle. L'auteur montre, en phase avec une grande partie des historiens de la période révolutionnaire que, dans de nombreux domaines, les interventions françaises ont donné lieu à des compromis en fonction des rapports de force locaux. Entre Italiens et Français, des échanges intellectuels se poursuivent à égalité. La politique française n'est pas seulement imposée à des groupes sociaux indifférents ou hostiles : une partie de la

population a fait sienne depuis des décennies une culture et des ambitions de transformations sociales qui se trouvent être celles des administrateurs et des savants français. Il évoque durant l'Empire « la construction d'un espace commun entre la France, l'Italie et parfois au-delà » (p. 108).

L'importance définitive des réformes réalisées sous l'Empire, le plus souvent par des Italiens, notamment la mise en œuvre de l'égalité civile et la promotion de la propriété individuelle, fait de la période, pour Gilles Bertrand, un grand moment, paradoxal, de la construction de l'unité italienne dans le cadre global d'un devenir libéral de l'Europe. Il montre dans le chapitre suivant comment les restaurations imposées par le congrès de Vienne se sont heurtées à des résistances et ont suscité des mouvements politiques jamais totalement anéantis en faveur de l'unité et de la mise en œuvre des idéaux libéraux des Lumières qui font rejouer à leur tour les interactions fortes entre France et Italie.

Les spécialistes de la Révolution et de l'Empire peuvent trouver que leurs savoirs, considérablement renouvelés depuis vingt ans ne trouvent pas toujours toute leur place dans cette synthèse. Mais elles et ils sauront gré à Gilles Bertrand de cette riche synthèse qui tient compte des apports neufs, notamment dans le domaine des fonctionnements concrets des administrations, de la diplomatie, telle que scrutée à nouveaux frais par Virginie Martin, par exemple, et dans celui des circulations des hommes, des savoirs, des œuvres, dont Gilles Bertrand est spécialiste. Cet effort de synthèse a également le grand mérite de placer les années de la Révolution et de l'Empire dans un continuum qui fait de la période à la fois un moment qui hérite des intenses échanges entre les deux espaces du XVIII<sup>e</sup> siècle et un moment d'accélération des interactions, de potentialités contradictoires, mais *in fine* source d'une imbrication renforcée des devenirs politiques entre les deux nations sœurs.

Anne JOLLET

